

Politique d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation

Orientation stratégique

1. Le plan national de développement (PND) 2019-2024

L'éducation est l'un des thèmes centraux du plan national de développement (PND) défini pour la période 2019-2024, avec pour objectif une amélioration du bien-être de la société.

Le droit à l'éducation est présenté comme un des piliers de la stratégie nationale de l'ordre public et de l'accès à l'emploi. Le PND rappelle l'importance de la gratuité de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur.

Parmi les priorités éducatives figurent la baisse des inégalités géographiques et socio-économiques pour l'accès à l'éducation.

Pour y répondre, le gouvernement fédéral a investi dans la création d'établissements publics et de nouveaux programmes de bourses en mettant l'accent sur une éducation inclusive, équitable et multiculturelle.

Trois nouveaux dispositifs, essentiellement à caractère sociaux, ont été lancés en 2019:

- Le programme national de bourses d'études Benito Juárez pour le bien-être s'adresse aux élèves de moins de 18 ans ainsi qu'aux étudiants du supérieur, dont les foyers sont dans une extrême pauvreté et qui étudient dans une école publique. Il est limité à une bourse de 800 pesos par mois par famille (environ 35 euros) pour la durée de l'année scolaire.[1]

- Jóvenes escribiendo el futuro (Les jeunes écrivent l'avenir) est un programme national destiné aux moins de 29 ans inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur qui ne reçoivent pas d'autre bourse du gouvernement fédéral et qui vivent dans un foyer défavorisé. Il est appliqué dans un premier temps dans les écoles normales, les universités interculturelles, l'Université nationale agraire, l'Université Chapingo et les Universités Benito Juárez. La priorité est accordée aux hommes et femmes autochtones et afro-descendants, aux personnes vivant dans une zone de soins prioritaires et aux personnes vivant dans des contextes de violence. La bourse est de 4 800 pesos bimensuels (203 euros) au cours de l'année scolaire.[2]

- Universidades Benito Juárez para el bienestar (les Universités Benito Juárez García pour le bien-être) ont été lancées en mars 2019 avec l'ambition de créer 100 universités dans 31 Etats, dans des zones à forte densité de population et où l'offre universitaire était limitée. L'objectif de ce programme est de former des jeunes étudiants dans des domaines prioritaires répondant davantage aux besoins des communautés et régions concernées. L'ensemble de ces nouvelles Universités accueillera 32 000 étudiants, qui recevront une bourse de 2 400 pesos par mois.[3]

Le volet réservé à la science est extrêmement restreint. Il formalise une volonté du gouvernement fédéral d'encourager la recherche scientifique et l'innovation technologique et de soutenir les étudiants et les universitaires, notamment par le biais de bourses. Il annonce également la création d'un « Plan national pour l'innovation » coordonné par le Conseil National pour la Science et la Technologie (CONACYT) et impliquant la participation d'universités, municipalités, chercheurs et entreprises et sera au service de la société et du développement du pays.

2. Orientations stratégiques des politiques publiques éducatives

En un peu plus d'une décennie, le flux annuel de diplômés du niveau secondaire est passé de près de 880 000 élèves à plus de 1,3 million d'élèves. Les inscriptions dans l'enseignement secondaire devraient atteindre 6,3 millions d'élèves en 2024 et 6,9 millions d'élèves en 2030, ce qui exerce une forte pression sur la demande de places au niveau supérieur.[5]

Face au constat de la hausse des inégalités géographiques et socio-économiques pour accéder à un établissement d'enseignement supérieur, le gouvernement s'est engagé auprès des universités publiques à atteindre, d'ici 2024, au moins un taux brut de couverture dans l'enseignement supérieur de 50% des jeunes de 18 à 22 ans.

Pour y parvenir, 5 grands axes d'actions et objectifs prioritaires ont été définis :

- Engagement social des établissements d'enseignement supérieur: objectif: établir un engagement national en matière de responsabilité sociale dans l'enseignement supérieur[6]
- Transformation de l'enseignement supérieur: objectifs: Renforcer la carrière académique des enseignants et des chercheurs (établir des programmes régionaux de formation des enseignants) ; passer de 7% à 10% des inscriptions totales dans l'enseignement supérieur d'ici à 2024 ; renouveler les politiques et processus d'évaluation et d'accréditation, établir un système national unifié d'évaluation et d'accréditation de l'enseignement supérieur [7]
- Couverture dans l'équité : objectif 2024: Comblent les écarts de couverture entre les groupes sociaux et la population indigène, dans une perspective d'équité, d'inclusion et d'interculturalité ; atteindre un taux de couverture de 34% des jeunes issus des ménages les plus défavorisés d'ici à 2024 ; créer 100 nouvelles universités "Benito Juárez García"[8] basées sur des critères de qualité et de pertinence sociale
- Gouvernance du système d'enseignement supérieur : Objectif: actualiser la législation sur l'enseignement supérieur dans le cadre de la loi générale sur l'enseignement ; promouvoir un système de mobilité des étudiants et du personnel académique et la participation des communautés à la gestion et à la gouvernance institutionnelles ; créer un système d'information national qui renforce la planification[9]
- Financement de l'enseignement supérieur : objectifs: promouvoir un accord national pour le financement de l'enseignement supérieur avec un schéma de coresponsabilité financière des trois niveaux de gouvernement : fédération, Etats et municipalités ; budget public de l'enseignement supérieur = 1% du PIB d'ici à 2024 ; promouvoir des programmes et des actions pour l'assainissement et la restructuration financière des EES publics ; créer un nouveau modèle d'allocation budgétaire pour l'enseignement supérieur à responsabilité financière[10]

3. Orientations stratégiques des politiques publiques pour la recherche

- Science, technologie et innovation au Mexique

Au Mexique, le Système National de Science, Technologie et Innovation (SNCTI) est né en 1970 avec l'intégration des institutions des secteurs public et privé. Un an plus tard, avec la promulgation de la Loi sur la Science et la Technologie, l'Institut National de la Recherche Scientifique est devenu le Conseil National pour la Science et la Technologie (CONACYT), un organisme public chargé de conseiller le pouvoir exécutif sur la conception, la mise en œuvre, l'exécution et l'évaluation des politiques nationales en science et technologie. Deux réformes majeures ont fait évoluer le paradigme scientifique au Mexique: la première a eu lieu en 1999, avec la création d'une loi de coordination pour promouvoir la consolidation et le développement des politiques publiques en matière de science, de technologie et d'innovation et la seconde, en 2002, lorsqu'une nouvelle Loi sur la Science et la Technologie a été promulguée.

- Evolution des politiques publiques

La politique scientifique et technologique du Mexique a ainsi connu une lente transition d'une politique gouvernementale vers une politique publique intégrant l'ensemble des acteurs du secteur. Dans les années 70 et 80, elle a été essentiellement mise en œuvre par l'Etat, s'attachant à la construction d'infrastructures et d'équipements, à la création d'instituts et d'universités et au développement des RH hautement qualifiées. A partir des années 90, elle a contribué à la création de systèmes d'évaluation, à la modernisation technologique et à la décentralisation par le biais de la définition des priorités nationales et régionales. Certains mécanismes de financement mixtes public-privé sont également apparus. La loi de Science et Technologie de 2002[11] a en particulier modifié le cadre institutionnel et établi de nouvelles instances de concertation, en intégrant de nouveaux acteurs dans le processus. Il a fait du CONACYT (Conseil National pour la Science et la Technologie) un organe décentralisé doté d'une autonomie technique, opérationnelle et administrative ainsi que d'un pouvoir de coordination.

Le Plan National de Développement 2019-2024[12] dédie uniquement un paragraphe aux actions dans le domaine de la recherche. Le CONACYT y est désigné pour coordonner le Plan national pour l'innovation au profit de la société et du développement national avec la participation des universités, des villes, des scientifiques et des entreprises (cf. Paragraphe sur les acteurs de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation / Recherche et innovation).

- Loi Générale pour la Science, la Technologie et l'Innovation

En avril 2019, la Chambre des Députés a approuvé la réforme de plusieurs articles de la Constitution, en particulier les articles 3 et 73 afin de créer un cadre favorable à la mise à profit de la science, la technologie et l'innovation (STI) au service du développement du pays. Le droit des êtres humains à jouir des bénéfices engendrés par la STI a également été rendu explicite. Dans ce contexte le CONACYT (Conseil National pour la Science et la Technologie) a présenté soumis un nouveau projet de loi « Pour les humanités, les sciences, les technologies et l'innovation » [14] a une consultation populaire via une plateforme électronique a été ouverte jusqu'au mois d'avril 2020 afin de permettre les contributions institutionnelles et individuelles. La situation de crise sanitaire a retardé la soumission de ce nouveau projet à l'examen par le pouvoir législatif.

[1] Plan Nacional de Desarrollo 2019-2024, Diario Oficial de la Federación, https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5565599&fecha=12/07/2019

[2] Idem

[3] Idem

[4] FCCyT: <https://www.foroconsultivo.org.mx/>

[5] DGESU/SEP, Marco y Política para la Transformación de la Educación Superior : <https://crs.anuias.mx/wp-content/uploads/2019/05/PRESENTACION-93N-DRA.-ENEDINA-RODRIGUEZ.pdf>

[6] DGESU/SEP, Marco y Política para la Transformación de la Educación Superior : <https://crs.anuias.mx/wp-content/uploads/2019/05/PRESENTACION-93N-DRA.-ENEDINA-RODRIGUEZ.pdf>

[7] Idem

[8] Idem

[9] Idem

[10] Idem

[11] Nueva Ley de ciencia y tecnología publicada en el Diario Oficial de la Federación el 5 de junio de 2002

http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/242_081215.pdf

[12] Plan Nacional de desarrollo 2019-2024 https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5565599&fecha=12/07/2019

[13] <https://www.foroconsultivo.org.mx/FCCyT/proyectos/foros-estatales-de-consulta-2019-humanidades-ciencia-y-tecnologia%3%ADa>

[14] <http://comisiones.senado.gob.mx/cienciaytecnologia/docs/ini/5.pdf>

Financement

Bien que la loi de 2002 stipule qu'au moins 1% du PIB doit être investi en science, technologie et innovation, ce pourcentage n'a jamais dépassé 0.5% du PIB et provient à 70% de l'Etat. En 2022, un budget de 29.564 millions de pesos (~ 1,276 milliard d'euros) a été assigné au Conseil National pour la Science et la Technologie (CONACYT)[1], ce qui représente une légère augmentation par rapport à 2021 mais signifie un retour au niveau budgétaire de 2015.

Le gouvernement mexicain donne la priorité à l'éducation et dépense 5,3% de son produit intérieur brut (PIB) dans les établissements d'enseignement, légèrement au-dessus des dépenses moyennes des pays de l'OCDE (5,2%).[2]

L'éducation représente 17% des dépenses publiques, soit six points de pourcentage au-dessus de la moyenne de l'OCDE (11%). Cependant, en raison de la forte augmentation de la population étudiante depuis les années 50 (le système éducatif mexicain est passé de 1 à 37 millions d'élèves), en 2015, les dépenses annuelles par étudiant étaient les plus faibles des pays de l'OCDE, et 2,9 fois moins que la moyenne de la même organisation (3 400 euros contre 10 000 euros). [3]

Davantage de ressources sont allouées à l'enseignement primaire et secondaire, qui reçoit les trois quarts du budget (par rapport à la moyenne de l'OCDE de 72%).[4]

L'enseignement supérieur est financé à la fois par le gouvernement fédéral et les gouvernements des États. Ceux-ci allouent un financement régulier à toutes les institutions publiques, ce qui représente environ 90% de leur budget total. Ce financement « ordinaire » est calculé sur la base des coûts de fonctionnement et du nombre d'étudiants inscrits, mais il fait l'objet tous les ans d'une négociation entre les différents établissements d'enseignement supérieur et le gouvernement.[5]

L'enseignement supérieur public mexicain intègre 11 « sous-systèmes » (cf. partie B. 1. Acteurs de l'enseignement supérieur) qui reçoivent un financement public à différents niveaux :

- Au niveau fédéral : les universités fédérales, les instituts fédéraux de technologie, les écoles normales et les centres de recherche sont financés en totalité par le gouvernement fédéral.

- Au niveau fédéral et des Etats : les établissements dépendant des sept autres sous-systèmes (universités publiques, instituts décentralisés de technologie, universités technologiques, universités polytechniques, universités publiques des Etats avec soutien solidaire, universités interculturelles, et les autres établissements publics d'enseignement supérieur) sont financés par le gouvernement fédéral et par les États dans des proportions différentes selon les établissements.

Tous peuvent générer des revenus supplémentaires provenant des familles ou d'autres sources privées (par exemple, l'industrie et les partenaires sociaux).[6]

Les dépenses par élève varient considérablement selon les sous-systèmes. En 2016, les universités technologiques et polytechniques, les instituts technologiques décentralisés et les instituts technologiques fédéraux sont ceux qui ont reçu le moins de financement par étudiant, respectivement 24 000 MXN (979 euros), 29 000 MXN (1 183 euros) et 37 000 MXN (1 500 euros). Les établissements ayant reçu le financement le plus élevé étaient les universités publiques

d'État (56 000 MXN / 2 284 euros) et les universités publiques fédérales (118 000 MXN / 4 800 euros).

[1] <https://www.animalpolitico.com/elsabueso/conacyt-presupuesto-2022-reduccion-2018/>

[2] OCDE : Educación Superior en México, Resultados y Relevancia para el Mercado Laboral, https://www.oecd.org/centrodemexico/medios/educacion_superior_en_mexico.pdf

[3] Idem

[4] Idem

[5] Idem

[6] Plan Nacional de Desarrollo 2019-02024, Diario Oficial de la Federación, https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5565599&fecha=12/07/2019

Evaluations

- L'accréditation des programmes d'études (incorporación)

Il existe deux modalités d'accréditation :

- Accréditation par la SEP qui attribue le Reconocimiento de Validez Oficial de Estudios (RVOE)[1]. Les programmes créés par les universités publiques doivent obligatoirement répondre au cahier des charges du RVOE qui définit les requis minimums concernant les enseignants, l'infrastructure et le plan d'études établis par la Loi générale relative à l'éducation. Il ne s'agit cependant pas d'un système d'assurance de la qualité des programmes d'études.

- Accréditation par les universités publiques : si un établissement privé crée un programme sur le modèle d'un programme déjà existant dans une université publique, alors cette dernière peut être sollicitée pour l'accréditation du programme. En revanche, si le programme créé est propre à l'établissement privé, celui-ci devra solliciter l'Autorité fédérale éducative (unités administratives et organismes décentralisés de la SEP) pour obtenir le RVOE.

L'établissement est soumis à des visites d'inspection ordinaires et extraordinaires afin de conserver le RVOE.

Un programme ne bénéficiant pas de la reconnaissance officielle de la SEP (RVOE) ne permet pas à ses diplômés de solliciter leur Cedula Profesional, document officiel qui autorise l'exercice d'une profession au Mexique et qui est obligatoire pour tous les corps de métier.

- L'évaluation

A l'exception de certains établissements de premier plan, il n'y a pas de forte culture d'assurance qualité au Mexique. De fait, il y a peu de coordination entre les différents organismes d'évaluation et seul un nombre limité de programmes est évalué.

Le renforcement de l'assurance qualité est l'un des grands chantiers du ministère de l'Éducation publique et le nombre de programmes évalués par ces organismes augmente chaque année. En matière d'évaluation internationale, le HCERES français a signé en 2021, avec l'appui de l'ambassade de France au Mexique, un accord avec les Comités Interinstitucionales para la Evaluación de la Educación Superior (CIEES), acteur important de l'évaluation des systèmes d'enseignement supérieur au Mexique, qui a donné lieu à la création d'un référentiel commun d'évaluation des formations (voir: <https://ifal.mx/educacion/marco-comun-de-evaluacion-institucional>) .

[1] SEP: RVOE, <http://www.sirvoes.sep.gob.mx/sirvoes/jspMarcoNormativo.jsp>

Politique francophone

- L'enseignement du français au Mexique

Selon une enquête réalisée en 2017-2018 à l'initiative du poste, il y aurait au Mexique 350 000 apprenants de français, répartis dans les institutions éducatives publiques et privées du pays.

Le réseau français d'enseignement du FLE sur le territoire mexicain comprend 32 Alliances Françaises et un Institut Français (IFAL) avec un total de 19 000 étudiants en 2020 contre 30 000 en 2019.

Il existe 18 universités publiques et 8 universités privées offrant une licence ou une maîtrise en enseignement du français langue étrangère (futurs professeurs de français).

Le réseau scolaire français au Mexique regroupait en 2020 5127 élèves contre 5339 en 2019, répartis sur six établissements scolaires :

- le Lycée franco-mexicain, LFM, (3299)

- le Collège franco-mexicain de Guadalajara, CFG, (1028)
- l'Ecole Molière de Cuernavaca, EMC, (437)
- l'Ecole française d'Alembert et Diderot, EFAD (237)
- le Lycée français international de Querétaro, LFQ, (126).
- l'Ecole franco-mexicaine de Merida (lancement: premier trimestre 2022)

- Les dispositifs de coopération pour le français

- Les classes bilingues francophones

Il existe dans le pays trois universités publiques qui ont adhéré à ce dispositif introduit dans le pays en 2008 :

- o L'Université Autonome Benemérita de Puebla – BUAP (Bachillerato 5 de mayo)
- o L'Université Nationale Autonome de Mexico – UNAM (Colegio de Ciencias y Humanidades)
- o L'Université Autonome de Nuevo León – UANL (19 Preparatorias)

Ces classes ont été créées dans des lycées rattachés à ces Universités (les trois institutions ont obtenu le LabelFranceÉducation). Les élèves sortants de ces classes voient ainsi leurs chances multipliées d'accéder aux mobilités universitaires vers la France ou vers d'autres pays francophones.

- La formation des enseignants

Le gouvernement mexicain a fait appel en 2014 à l'expertise française pour la formation des futurs maîtres d'école primaire et des professeurs de collèges qui se forment dans les établissements de niveau supérieur, dites « Écoles Normales ». Un Accord interministériel en matière de formation au professorat a ainsi été signé en 2015 autour de 3 axes: mobilité pour les étudiants et les enseignants; recours à l'expertise française pour la refonte du programme de ces Écoles Normales et appui à la professionnalisation du personnel d'encadrement. Entre 2015 et 2019, 400 "normalistes" ont participé aux mobilités en France, mobilités totalement financées par la SEP. En 2019, 9 INSPE ont reçu 56 étudiants mexicains. Avec la pandémie, ce programme a été suspendu. Afin de continuer cette collaboration, nous avons organisé entre 2020 et 2021 trois cycles de conférences virtuelles destinées aussi bien aux cadres de direction qu'aux professeurs et aux étudiants. Les thématiques abordées ont été très variées, parmi lesquelles, la pédagogie différenciée, l'évaluation positive, l'agencement de la salle de classe, la gestion des émotions, la formation continue des cadres, l'inclusion, comment encourager la lecture, la pédagogie par projet, les arts en classe etc. La majorité des conférenciers sont des experts issus de notre réseau de lycées français au Mexique. Ces conférences ont connu un grand succès avec un minimum de 500 participants à chacune d'entre elles et un maximum de 1600.

- Bourses pour les professeurs de français

Depuis 2020, le poste propose un programme de bourses destinées aux professeurs de français des institutions publiques mexicaines et de notre réseau de coopération (Alliances Françaises, IFAL, Lycée français) pour suivre des formations diplômantes à distance avec des universités françaises. Le service de coopération éducative entend privilégier par cette action la professionnalisation des corps enseignants et améliorer, ce faisant, l'enseignement du français au Mexique. Pour l'année universitaire 2021-2022, 41 professeurs bénéficient de cette bourse.

- Enseignement du français dans les universités

Au Mexique, la plupart des établissements supérieurs, publics ou privés, offrent des cours de français à leurs étudiants. Les plus importants d'entre eux (la UNAM, l'Université de Guadalajara, UANL, etc.) ont même développé de très dynamiques centres de langues, destinés à tous les publics.

18 universités publiques mexicaines et 8 universités privées proposent une licence ou un master pour former des spécialistes de français langue étrangère, de la traduction ou de la littérature francophone. Il s'agit de filières très dynamiques avec une participation active au niveau national et international (colloques, forums, etc.).

- Quatre universités mexicaines et un centre de recherche font partie du réseau AUF

- L'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM): qui compte une filière en Langue et littérature françaises et à laquelle est également rattachée l'Ecole nationale de langues, linguistique et traduction (ENALLT).

- L'Université Veracruzana (UV): qui propose une licence et une maîtrise en enseignement du français. Membre de l'AUF depuis 2016, cette Université a été sélectionnée pour faire partie du réseau de la Francophonie des Amériques (RÉFRA) et a obtenu en 2019 un financement de l'AUF pour la création d'une salle équipée consacrée à la Francophonie.

- L'Université Autonome de l'État de Mexico (UAEMEX): avec aussi une filière en enseignement du français et qui

adhère au réseau AUF depuis février 2020.

- Le Centre de recherche et des études avancées (CINVESTAV) de l'Institut Polytechnique National.

- Première université technologique bilingue franco mexicaine - Voir également Partie Enseignement supérieur, recherche, innovation: Liens avec la France

Le français se développe aussi dans le réseau des Universités Technologiques, qui préparent les étudiants potentiellement candidats au programme de mobilité MEXPROTEC.

La création en 2018 de la première Université technologique bilingue franco-mexicaine dans l'Etat du Nuevo Leon permettra de former de jeunes professionnels francophones hautement qualifiés. Ce modèle d'université bilingue nommé "BIS" a été mis en place en 2012 par la Coordination générale des Universités Technologiques et Polytechniques du ministère de l'Education publique (CGUTyP - SEP) et a permis la création de 25 universités BIS anglophones, en partenariat avec les Community Colleges américains et les collèges canadiens.

- Actions de promotion du français : création d'un vivier d'enseignants des collèges et des lycées publics

Conscients de l'importance de la diffusion de la langue française dans le pays, les gouvernements français et mexicain ont signé en décembre 2019 un accord « pour promouvoir l'enseignement de la langue française dans les établissements éducatifs publics du cycle scolaire secondaire » prévoyant la promotion de l'enseignement du français dans le système scolaire public mexicain. A l'heure actuelle, la ville de Mexico ainsi que les Etats de Nuevo Leon, Jalisco, Querétaro, Veracruz et Yucatan ont signé une convention avec l'Ambassade. D'autres Etats ont manifesté leur intérêt et devraient également signer courant 2022.

Paysage de l'enseignement supérieur

Introduction

Le système d'enseignement supérieur mexicain se caractérise par sa grande hétérogénéité. Constitué de plus de 3 700 d'établissements publics et privés, il assure une mission de service public sur l'ensemble d'un territoire étendu (2 millions de kilomètres carrés). Il répond ainsi à une forte demande émanant d'une population jeune en constante augmentation et d'une économie émergente dont les besoins de techniciens et de cadres sont croissants, notamment dans le domaine technologique. Le Mexique compte 4 millions d'étudiants dont seulement un tiers poursuit des études au niveau supérieur. Parmi ce tiers, un étudiant sur treize poursuit des études au niveau Posgrado (Master et Doctorat), soit environ 250 000 étudiants au total.

L'enseignement supérieur public est marqué par le fédéralisme mexicain et l'autonomie des universités. Il est composé de nombreux établissements classés selon une typologie de 11 sous-systèmes qui présentent chacun leurs propres caractéristiques (type de financement, mission, domaines de formation). Les établissements publics représentent moins d'un tiers des 3 700 institutions que compte le pays mais accueillent 70% des étudiants mexicains. Plus de 2400 établissements délivrent un diplôme reconnu par la Secretaría de Educación Pública (Ministère de l'Éducation Publique). Un grand nombre de programmes ne bénéficie donc pas de reconnaissance officielle.

1. Etat des lieux : inégalités de l'accès à l'enseignement supérieur

Le nombre d'étudiants mexicains dans l'enseignement supérieur est estimé à plus de 4,2 millions en 2018. Il ne cesse d'augmenter depuis les années 2000 et le gouvernement anticipe que la progression sera encore plus marquée au cours de la prochaine décennie pour atteindre près de 5,5 millions d'étudiants.

Malgré une progression du taux de couverture^[1] au niveau national, l'accès à l'enseignement supérieur reste inégal et fortement conditionné par l'origine régionale (urbaine ou rurale) des étudiants et par les revenus familiaux. En 2017-2018, le taux de couverture a atteint 38,4% (il était de 20,6% en 2000-2001), ce qui reste bien en deçà de la moyenne des pays d'Amérique Latine (48 %) et de la moyenne des pays de l'OCDE (72,8%).

Afin de réduire les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur mais aussi de faire face à une demande croissante, le gouvernement mexicain s'est fixé comme objectif d'atteindre en 2024 un taux de couverture de 50%. Pour y parvenir, plusieurs dispositifs ont été lancés en 2019, dont la création de 100 nouvelles universités et de nouveaux programmes de bourse à caractère sociaux (cf. partie A. I). Ces mesures s'inscrivent dans la continuité des politiques publiques antérieures qui ont vu la création de nombreux établissements d'enseignement supérieur (universités technologiques et polytechniques, Instituts technologiques fédéraux et étatiques, universités publiques) et de programmes de bourses pour les jeunes défavorisés (PRONABES, PROBAPIS, bourses Fortalecimiento).

Par ailleurs, le gouvernement compte aussi beaucoup sur le potentiel de l'enseignement à distance pour combler le manque d'infrastructures dans certains Etats. L'enseignement à distance est proposé par les établissements publics comme l'UNAM ou l'IPN et privés comme le TEC de Monterrey, pionnier dans ce domaine. La SEP a développé

l'Universidad Abierta y a distancia de México (UnADM) opérationnelle depuis 2009 et officiellement créée en 2012.

2. Organisation des études

L'accès à l'enseignement supérieur est conditionné par l'obtention du « Bachillerato », équivalent du Baccalauréat français. Le système de formation s'organise comme suit :

Au niveau "pregrado":

Grade: Técnico Superior Universitario (TSU) – Technicien Supérieur Universitaire

Diplôme préparé dans les Universités Technologiques (créées sur le modèle français des IUT) qui forment des techniciens en deux ans (TSU ou Técnico Superior Universitario). L'objectif principal de cette formation est l'insertion des diplômés au marché du travail local.

Conditions d'accès: Bachillerato (soit 12 ans de scolarité)

Durée: 2-3 ans

Grade: Licenciatura Profesional (LP) – Licence Professionnelle

Diplôme (inspiré des licences professionnelles de France) préparé dans les Universités Technologiques, consiste en une formation d'un an après le TSU.

Conditions d'accès: TSU

Durée: 1 an

Grade: Licenciatura

Formation universitaire théorique en 4 ou 5 ans, elle prépare les étudiants à des formations de posgrado et à l'exercice d'un métier exigeant un haut niveau de compétences. L'étudiant peut poursuivre des études de 2ème ou 3ème cycle ou intégrer directement le marché du travail

Conditions d'accès: Bachillerato (soit 12 ans de scolarité)

Durée: 4-5 ans

Au niveau "Posgrado":

Grade: Especialidad (formation universitaire théorique qui prépare les étudiants à la recherche. L'étudiant peut ensuite poursuivre des études de Master ou Doctorat ou intégrer le marché du travail)

Conditions d'accès: Diplôme de Licenciatura

Durée: 1 an (2 ans pour la médecine)

Grade: Maestria (formation universitaire théorique qui prépare les étudiants à la recherche)

Conditions d'accès: Diplôme de Licenciatura

Durée: 2 ans

Grade: Doctorado (correspond au doctorat français)

Conditions d'accès: Diplôme de Licenciatura ou de Maestria (selon l'établissement)

Durée: 3 ans

La grande majorité des étudiants mexicains intègrent le marché du travail à la fin du premier cycle universitaire avec une licence. Seulement 1 étudiant sur treize poursuit des études de Posgrado, la majorité plusieurs années après une première expérience professionnelle.

3. Les établissements

A. Les établissements publics : typologies et missions

Le système d'enseignement supérieur public mexicain intègre de nombreux sous-systèmes que l'on peut regrouper sous 3 grandes catégories :

I. Les Universités (mission de formation supérieure, de recherche et culturelle)

La loi fédérale (universités publiques fédérales) ou la loi étatique (universités publiques des Etats) définit la structure, la gouvernance, la gestion administrative ainsi que le fonctionnement général des universités qui sont autonomes alors que les procédures d'admission des étudiants, l'élaboration des curricula, la gestion des ressources humaines et des ressources financières ainsi que le fonctionnement des unités de direction et d'administration sont déterminés

par les universités elles-mêmes.

Universités publiques fédérales
Programmes multidisciplinaires (licence et Posgrado) 9

Universités publiques des Etats
Programmes multidisciplinaires (licence et Posgrado) 34

Universités polytechniques
Programmes orientés vers l'insertion professionnelle (licence et Posgrado) 50

Universités technologiques
Formation de techniciens supérieurs (TSU, possibilité de continuer en licence) 97

Universités interculturelles
Formation de professionnels sensibilisés aux besoins des populations indigènes du pays et à la mise en valeur leurs connaissances (licence et Posgrado) 13

II. Les Instituts technologiques (mission de formation dans les domaines des sciences de l'ingénieur (niveau licence et posgrado) et mission culturelle)

Instituts technologiques fédéraux 125

Instituts technologiques étatiques 130

III. Les Ecoles Normales publiques (mission de formation des professeurs du préscolaire, primaire et secondaire au niveau licence) 263

B. L'enseignement supérieur privé

Face à la croissance du nombre d'étudiants mexicains qui engendre une pression sur la demande universitaire, la forte augmentation de l'offre publique s'accompagne d'un développement des universités privées dont le niveau est très hétérogène.

En 2018-2019, 30% des étudiants étaient inscrits dans l'enseignement supérieur privé (1,2 million contre 2,7 millions dans les établissements publics).[2] L'augmentation du nombre d'étudiants est cependant plus élevée dans le secteur public.

C. Les établissements, acteurs de l'internationalisation

Le processus d'internationalisation de l'enseignement supérieur engagé depuis le début des années 2000 est un sujet de plus en plus actuel. Les établissements mexicains sont conscients de la nécessité d'une plus grande ouverture internationale, même si le degré d'internationalisation reste hétérogène. L'internationalisation est perçue comme un moyen d'améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche et elle est principalement impulsée par les établissements eux-mêmes. Traditionnellement réservée au domaine privé, la mobilité internationale s'est rapidement développée ces dix dernières années, et les programmes conjoints, les accords avec des établissements étrangers, les cotutelles de thèses ou encore les échanges de professeurs se sont multipliés.

Le Tec de Monterrey figure parmi les établissements les plus internationalisés et dispose de plusieurs bureaux de représentation dans le monde, dont 3 en Europe (à Fribourg, Copenhague et Londres). L'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM) dispose d'un bureau à Paris, l'Université Autonome Métropolitaine (UAM) ainsi que l'Université de Guadalajara (UdG) et l'Université Autonome de Nuevo León (UANL) disposent de bureaux de représentation à Toulouse au sein de la MUFRAMEX (Maison Universitaire Franco Mexicaine).

Les établissements sont soutenus dans leur stratégie d'internationalisation par le département de coopération internationale de l'ANUIES (Asociación Nacional de Universidades e Instituciones de Educación Superior) et de l'AMPEI (Asociación Mexicana para la Educación Superior). L'ANUIES fournit des informations sur les thèmes liés à la coopération internationale et coordonne la participation des établissements à des actions et programmes avec des institutions étrangères (exemple de la participation en 2017 d'une délégation d'établissements mexicains au Salon l'Etudiant à Paris). L'AMPEI regroupe quant à elle des spécialistes de la coopération universitaire et propose des formations, des conférences et des espaces de réflexion à ses membres. Elle peut également représenter le Mexique dans les forums internationaux.

D'autres programmes, tel que le programme de la SEP d'appui au développement de l'enseignement supérieur (PADES), octroient des financements pour contribuer à l'internationalisation des établissements mexicains[3].

D. Autre acteur de l'enseignement supérieur: le réseau ANUIES

L'ANUIES (Asociación Nacional de Universidades e Instituciones de Educación Superior) est une organisation non-gouvernementale qui regroupe 197 universités et établissements d'enseignement supérieur parmi les plus importants du Mexique (instituts et Universités technologiques, Centres de recherche, Universités privées et publiques), tant dans le domaine public que privé. L'ANUIES a été créée en 1950 et joue depuis un rôle actif dans le développement de l'enseignement supérieur au Mexique.

Les institutions membres représentent 70% de l'ensemble des étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur et 90% de la production dans le champ de la recherche scientifique au Mexique.

L'ANUIES poursuit les objectifs suivants:

- Articuler et promouvoir les intérêts des institutions membres et assurer leur représentation auprès du gouvernement mexicain et/ou d'autres organismes nationaux et internationaux.
- Contribuer à formuler, proposer et mettre en œuvre des politiques, des modèles, des programmes et des projets pour le développement et la consolidation de l'enseignement supérieur mexicain.
- Encourager l'innovation dans le domaine de l'enseignement supérieur, en concertation avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces.
- Mener des études stratégiques sur le système de l'enseignement supérieur.
- Promouvoir l'internationalisation des institutions membres.

[1] <http://www.estadistica.unam.mx/numeralia/>

[2] SEP: Principales Cifras Del Sistema Educativo Nacional 2018-2019

https://www.planeacion.sep.gob.mx/Doc/estadistica_e_indicadores/principales_cifras/principales_cifras_2018_2019_bolsillo.pdf
page 14

[3] <https://www.dgesu.ses.sep.gob.mx/PADES.htm>

Paysage de la recherche et de l'innovation

1. Organisation du secteur

Le Conseil National pour la Science et la Technologie (CONACYT) est le principal acteur/opérateur/instance décisionnelle de l'activité scientifique au Mexique. Il met en œuvre la politique du gouvernement, gère 27 centres de recherche et, avec 1 milliard d'euros de budget (2020), constitue la principale agence de financement du pays.

Il assure la gestion :

- de dispositifs de bourses aux niveaux L, M, D, Postdoc et mobilité,
- de nombreux appels à projets :

O Fonds sectoriels (cofinancés par d'autres ministères ou institutions)

O Fonds Mixtes (FOMIX, cofinancés par les différents Etats du Mexique)

O Fonds Institutionnels de Soutien Régional pour la Science, la Technologie et l'Innovation développement (FORDECyT).

- du Système National de Recherche (SNI) : outil d'évaluation continue de la productivité des chercheurs inscrits (28 633 en 2018, dont 68% de nationalité mexicaine[1]), qui perçoivent un complément de rémunération significatif en fonction de leur classement (quatre catégories).
- du programme de « Cátedras » (chaires), créé afin de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes scientifiques au Mexique. Il concerne 1508 personnes et 982 projets intentionnels dans tout le pays (chiffres de 2018[2]). Ces "Chaires" permettent à de jeunes chercheurs d'intégrer des institutions de recherche publiques tout en étant directement employés et rémunérés par le CONACYT.

Le FCCyT (Forum Consultatif pour la Science et la Technologie) est un organe consultatif bénéficiant d'une forte reconnaissance, qui propose des orientations pour la politique de recherche au Mexique.

Parmi les principaux acteurs de la recherche et de l'innovation au Mexique, il faut également citer les universités publiques qui jouent un rôle important. Il convient notamment de citer les établissements suivants :

- l'UNAM (Universidad Nacional Autónoma de México) dont le budget (1.9 milliards d'euros en 2020) est quasiment le double de celui du CONACYT et qui compte 17% des chercheurs inscrits au SNI joue un rôle prépondérant dans le

domaine de la recherche – innovation au Mexique

- l'IPN (Instituto Politécnico Nacional) (4% des chercheurs du SNI)
- l'UAM (Universidad Autónoma Metropolitana) (4% des chercheurs du SNI)
- le CINVESTAV (Centro de Investigación y de Estudios Avanzados),
- les 27 centres de recherche du CONACYT, considérés dans leur ensemble.

Le Mexique dispose de Très grandes infrastructures de recherche (TGIR) parmi lesquelles :

- Observatoires astronomiques dont :
 - o Grand Télescope Millimétrique (2010, Chalchicomula de Sesma, Sierra Negra) géré par l'UNAM et l'Université du Massachusetts à Amherst
 - o Observatoire Astronomique National de San Pedro Mártir (1967, Baja California), géré par l'UNAM. Dans le cadre du LIA ERIDANUS financé par l'UNAM et CONACYT au Mexique, un nouveau télescope franco-mexicain nommé « COLIBRI » (Catching Optical Light and Infrared Bright transients) y est installé depuis 2021.
- Supercalculateurs
 - o 10 clusters de supercalculateurs dans le pays
 - o Dans le secteur public : UNAM, UAM, IPICYT, CINVESTAV, LNS
- Flotte océanographique :
 - o 10 navires disponibles
 - o Institutions de recherche :
 - § INAPESCA (Institut National de la Pêche) : « Dr. Jorge Carranza Fraser »
 - § UNAM : « Puma » et « Justo Sierra »
 - § CICESE: « Alpha Helix »
 - § CIBNOR: « BIP XII »
 - o Ministère de la marine (SEMAR) : 5 navires
- Synchrotron : projet de construction (Etat d'Hidalgo)

2. Priorités du secteur

Depuis 2019, le projet de Loi pour la Science, la Technologie et l'Innovation a été soumis à un large processus de consultation. De nouvelles orientations ont été annoncées dans la perspective de mettre la science au service de la résolution des principaux défis sociétaux du pays.

Quatorze programmes nationaux stratégiques (PRONACES[3]) ont ainsi été définis par le Conseil National pour la Science et la Technologie (CONACYT) dans les domaines suivants :

- Santé
- Mobilité et droits de l'homme
- Souveraineté alimentaire
- Logement durable et pertinent, culturellement et écologiquement
- Développement industriel et toxicités
- Villes durables
- Prévention des risques et des catastrophes
- Systèmes socio-écologiques et durabilité
- Connaissance et gestion des bassins hydrographiques
- Violence structurelle
- Changement climatique et qualité de l'air
- Education pour l'inclusion et la paix
- Transition énergétique
- Mémoire historique et richesse bioculturelle

L'internationalisation n'apparaît pas comme un axe prioritaire et les budgets de nombreux dispositifs (ex. bourses postdoctorales à l'étranger) ont été revus à la baisse ou supprimés.

3. Technologie et Innovation

Le Mexique affiche des niveaux de transfert technologiques peu satisfaisants, bien que des mesures aient été prises depuis 2015 pour favoriser l'innovation technologique.

- Dispositifs existants

Jusqu'en décembre 2015, la loi interdisait aux chercheurs (pour la plupart des employés du secteur public) de prendre

part à des entreprises engagées dans la commercialisation de produits ou innovations développés dans des institutions publiques. Sous la pression de la communauté scientifique, la loi de Science et Technologie a été modifiée. Cette interdiction a ainsi été levée et deux outils ont été mis en place pour favoriser la création d'entreprises à base technologique :

- Les Oficinas de Transferencia Tecnológica (Bureaux de Transfert Technologique)
- Le Programa de Estímulos a la Innovación (CONACYT, 2016), proposant des avantages fiscaux aux entreprises pour les inciter à investir dans la recherche et l'innovation. L'actuelle direction du CONACYT souhaite supprimer ce dispositif, contre l'avis du Forum consultatif scientifique et technologique (FCCyT).

De grandes institutions comme l'UNAM ou l'ITESM ont également mis en place des dispositifs pour favoriser le transfert technologique (incubateurs, parcs technologiques et services divers tels qu'une assistance pour la protection intellectuelle).

- Dépôt de brevets : quelques chiffres (2018[4])

Sur les 16424 demandes de brevets et les 8921 brevets déposés au Mexique, seulement 9.5% et 5.1% ont été effectuées par des individus/institutions de nationalité mexicaine.

Il existe de très forts contrastes régionaux au niveau des demandes mexicaines de brevets, avec en tête : CDMX (21.7%), Jalisco (15%) et Guanajuato (9.8%). Au niveau des 200 brevets obtenus par des institutions publiques mexicaines, l'UNAM se classe 1^{ère} (22%), suivie par le CINEVESTAV (19%), l'IPN (11.5%) et l'Université Autonome du Nuevo León (11.5%). Ces dépôts concernent surtout les Etats-Unis, l'Union Européenne et le Canada.

- Taux de couverture pour les transactions technologiques

Le Mexique est fortement dépendant vis-à-vis de l'étranger :

- Taux global : 0.56 pour la période 2008-2017
- Taux global pour les Biens de Haute Technologie : 0.94 (2017).
 - o Taux par produit: ordinateurs/bureautique 1,52 ; aéronautique 1,37; instruments scientifiques 0,92; électronique/télécommunications 0,85; pharmaceutique 0,31
 - o La France est l'un des deux principaux partenaires commerciaux du Mexique dans ce secteur. L'échange commercial avec la France a en effet représenté 16% du commerce de ces biens avec l'Europe, 22% de la valeur des exportations totales et 13% du coût des importations totales (chiffres 2017).

[1] Base de données du gouvernement mexicain: <https://datos.gob.mx/busca/dataset/sistema-nacional-de-investigadores>

[2] CONACYT : <http://www.cyd.conacyt.gob.mx/?p=articulo&id=397>

[3] PRONACES: <http://conacyt.gob.mx/index.php/que-son-los-pronaces>

[4] Instituto Mexicano de la Protección Intelectual. IMPI en CIFRAS, 2018

La coopération internationale

Politique d'attractivité

1. Soutien du gouvernement aux établissements d'enseignement supérieur

S'agissant de l'internationalisation de ses établissements d'enseignement supérieur, le gouvernement fédéral actuel soutient davantage toute initiative qui puisse se faire localement dans le cadre notamment d'assises et forum où sont invités à participer leurs partenaires internationaux, constituant ainsi l'opportunité à ses partenaires étrangers de se positionner davantage.

2. La stratégie des établissements pour augmenter leur attractivité l'internationale

Les institutions d'enseignement supérieur publiques et privées mexicaines sont de plus en plus nombreuses proposer des programmes et dispositifs attractifs dans le but d'attirer un public international. On peut citer notamment :

- o les nombreux programmes d'échanges étudiants ou académiques dans le cadre des accords de coopération universitaire avec des établissements étrangers
- o l'offre de cours en anglais
- o l'offre de programmes courts et/ou programmes d'été qui peuvent être « créditeurs »
- o le développement d'activités extracurriculaires pour les étudiants étrangers (cours de langue, visites culturelles et touristiques, etc.)

o l'accueil de délégations internationales dans le cadre de voyages « académiques » proposant aux professeurs étrangers des visites de campus et institutionnelles, master class, etc.

3. Les bourses, un outil d'attractivité

Afin d'attirer les meilleurs étudiants et chercheurs internationaux, le gouvernement dispose de dispositifs de financement mis en œuvre par la SEP (bourses au niveau licence et master), l'AMEXCID (bourses de master et doctorat pour les étudiants étrangers) et le Conseil National pour la Science et la Technologie (CONACYT). Les programmes bilatéraux avec la France sont maintenus (MEXFITEC, MEXPROTEC, CONACYT-France, etc.).

4. L'AMEXCID : l'Agence nationale pour développer l'attractivité du Mexique

En septembre 2011, le gouvernement mexicain créé l'Agencia Mexicana de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AMEXCID) sous la tutelle du Ministère des Relations extérieures (SRE) mexicain. L'AMEXCID est en charge de la coopération pour le développement et de la promotion des échanges éducatifs. Elle gère des programmes de bourses du gouvernement mexicain pour les étudiants étrangers souhaitant venir au Mexique. Dans le cas de la France, le programme de bourse pour les français est géré par l'ambassade du Mexique en France et l'Ambassade de France au Mexique gère les bourses pour les mexicains (programme de bourses de Master LUMIERES).

5. Patlani : enquête nationale sur la mobilité étudiante internationale au Mexique

L'enquête Patlani (qui signifie « voler » en Nahuatl) a été mise en place en 2010 pour pallier le manque de données recueillies sur la mobilité internationale au Mexique qui ne renseigne pas la base de données communes UNESCO, OCDE, Eurostat (UOE). En 2015-2016, 68% des 375 institutions invitées ont répondu à l'enquête. Même si le taux de participation s'améliore d'année en année, ce chiffre illustre la réticence de certains établissements à communiquer leurs informations relatives à la mobilité internationale. L'enquête a pour ambition, en plus de la synthèse des données, de sensibiliser les établissements à cet exercice de collecte afin de mieux orienter leur stratégie internationale.

Selon l'enquête Patlani 2015-2016, les 10 premiers pays d'origine des étudiants étrangers en mobilité au Mexique sont les Etats-Unis (16,9%), la Colombie (9,6%), la France (8,4%), l'Allemagne (5,5%), l'Espagne (4,8%), l'Argentine (2,2%), l'Equateur (2%) puis le Venezuela, le Brésil et la Corée du Sud.

Partenariats étrangers

1. Les principaux partenaires du pays

Les Etats-Unis : en 2017, le Mexique était en 7ème position des pays d'origine des étudiants étrangers aux Etats-Unis. Le Mexique était quant à lui le 2ème pays d'accueil des étudiants américains qui font des études à l'étranger (alors qu'il n'était que 13e en 2013-14) derrière l'Angleterre et devant le Canada, Allemagne, France. Malgré le contexte de tensions politiques avec son voisin et partenaire historique, la mobilité des étudiants mexicains vers les Etats-Unis n'a pas pour autant chuté et reste la première destination à l'étranger des Mexicains. Si certains grands programmes de financements ont été annulés, fondations privées et établissements américains ont de leur côté mené de fortes campagnes de promotion. L'Ambassade américaine au Mexique se charge des programmes bilatéraux avec les autorités mexicaines mais laisse le soin à la COMEXUS (Commission Etats-Unis Mexico en charge d'administrer les programmes Fulbright – García Robles) et à l'agence gouvernementale Education USA (26 antennes au Mexique) d'assurer la promotion éducative et culturelle aux Etats-Unis.

L'Espagne : SEPIE qui est responsable de la promotion de l'enseignement supérieur espagnol dans le monde n'est pas présent au Mexique. Les thèmes de coopération universitaire sont traités localement par la « Consejería de Educación » de l'Ambassade d'Espagne au Mexique. Le principal programme de bourses gouvernementales pour les étudiants étrangers est le programme MAEC-AECID (« Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación » – « Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo »).

L'Allemagne : le DAAD dispose d'un bureau de 7 personnes à Mexico, 4 relais à Monterrey et Guadalajara (lecteurs) mais également de 6 Alumni « Ambassadeurs » sur lesquels il s'appuie régulièrement pour assurer la promotion des études en Allemagne. Dans ce cadre, il participe à de nombreux salons étudiants et propose des conférences aux étudiants et chercheurs dans toute la République mexicaine. Les plus de 200 bourses, en grande partie financées par le DAAD, sont leur principal outil d'attractivité. Le réseau Alumni est très développé. Dernièrement le DAAD, en collaboration avec l'Ambassade d'Allemagne, s'est positionné au Mexique sur le thème de la formation duale (c.-à-d. formation en alternance) et met davantage l'accent sur la coopération en recherche. L'Allemagne compte depuis peu,

au même titre que la France, d'un programme de bourses fléchées « CONACYT/Allemagne » (70 bourses niveau master et doctorat puis 40 depuis 2021). La mobilité des mexicains vers l'Allemagne est croissante et occupe désormais la 4e place.

Le Royaume-Uni : la promotion de l'enseignement supérieur britannique repose essentiellement sur le British Council qui dispose de deux bureaux au Mexique, à Mexico et Monterrey. Dans le cadre de l'année croisée Royaume-Uni/Mexique 2015, de nombreux accords ont été signés dans le domaine universitaire (reconnaissance de diplômes, création de chaires, etc.). Le Royaume-Uni a notamment réussi à se positionner comme destination d'excellence auprès du CONACYT et reçoit la majorité des boursiers de l'appel « Becas al extranjero » qui met en concurrence les différents pays d'accueil. Cependant, le Brexit pourrait remettre en cause la mobilité des mexicains vers le Royaume-Uni.

Le Canada : l'Ambassade du Canada au Mexique assure la promotion des études et organise chaque année un grand salon étudiant avec une quarantaine de participants institutionnels (présence importante de grands consortiums représentant plusieurs établissements) dans quatre à cinq villes mexicaines. La Délégation générale du Québec au Mexique s'occupe de la promotion de cette région francophone qui attire, par son appartenance au même espace géographique, beaucoup d'étudiants mexicains souhaitant renforcer leurs compétences linguistiques en français. Au même titre que la France, le Québec dispose d'un programme de mobilité avec les universités technologiques (25 étudiants qui partent chaque année suivre des études de 6 mois en CEGEP) ainsi que d'un programme d'assistants de langue (9 bourses pour chaque pays). Cette province canadienne concentre ses efforts dans 5 Etats prioritaires (Querétaro, Guanajuato, Jalisco, Monterrey et Mexico) et souhaiterait développer plus d'actions dans le champ de la coopération scientifique. Afin de renforcer son attractivité, le Canada organise également des conférences très attractives sur l'accès au visa et au travail pour le public étudiant et professionnel.

L'Australie : ce pays séduit chaque année de plus en plus d'étudiants mexicains puisqu'elle occupe désormais la 7e place en termes de mobilité sortante. Au Mexique, AUSTRADE (la commission australienne de commerce et d'investissement) coordonne la participation du gouvernement australien et des universités australiennes aux principaux salons étudiants organisés au Mexique ou en Amérique Latine. La commission met par ailleurs à disposition son portail en ligne de promotion studyinaustralia.gov.au. sur lequel les intéressés se renseignent sur les démarches, programmes, bourses et visas, les étudiants sont amenés à se renseigner directement sur le site du gouvernement australien qui dispose d'une plateforme dédiée. Enfin, les établissements ont souvent recours aux agents sur place pour les représenter dans les manifestations organisées au Mexique.

Les Pays-Bas : NufficNeso en charge des programmes de mobilité étudiante et de bourses vers les Pays-Bas, participait de manière très active aux salons et conférences de promotion. Les deux principaux programmes de bourses sont le "Orange Tulip Scholarship Mexico". Suite à des arbitrages politiques, le bureau de NUFFIC au Mexique a définitivement fermé en décembre 2021.

2. Les programmes de bourses du gouvernement mexicain (BGE), en soutien à la mobilité sortante

- Les programmes de bourses financés par la SEP (MEXFITEC, MEXPROTEC, formation des enseignants) permettent de former 315 ingénieurs et techniciens supérieurs et près de 70 professeurs des écoles par an en France. Depuis le début de la pandémie, les bourses MEXFITEC et MEXPROTEC sont en baisse (110 MEXFITEC en 2021 et 134 MEXPROTEC) et le programme de formation des professeurs est suspendu depuis 2020.

- Les programmes de bourses du CONACYT : au-delà des quelques programmes fléchés dont il dispose avec certains pays partenaires, le CONACYT propose aux étudiants/chercheurs mexicains d'autres dispositifs pour partir étudier un master, doctorat ou post-doctorat à l'étranger tels que :

- o « Becas al extranjero – demanda libre » : bourses de doctorat complet à l'étranger, tout pays confondu (ce programme est fléché sur les études en santé depuis 2021)

- o 6 Appels « régionaux » pour suivre un master ou doctorat complet à l'étranger

- o « CONACYT Funed », bourse du CONACYT complétant un prêt étudiant proposé par la fondation FUNED pour suivre des études de master (ce programme est fléché sur les études en santé depuis 2021)

- o « CONACYT Fonca », bourse pour suivre un master ou doctorat complet à l'étranger en architecture, arts visuels, danse, design, études culturelles, gestion culturelle, littérature, audiovisuel

- o « CONACYT Finba », bourse pour suivre un master ou doctorat complet à l'étranger dans le domaine des Beaux-arts.

- Autres programmes de bourses de mobilité de la SEP: au-delà des quelques programmes fléchés dont elle dispose avec certains pays partenaires, la Direction générale des relations internationales de la SEP propose un programme de bourses intitulé « Mobilité en Europe, Canada et Asie » pour effectuer un échange universitaire de 6 mois niveau

licence ou master.

La mobilité étudiante

La mobilité entrante

Le Mexique compte un peu plus de 33000 étudiants internationaux dans ses établissements en 2019, qui représentent 0,6% de la population totale d'étudiants.

Indicateurs clés : mobilité sortante et entrante 2019

Nombre total d'étudiants mexicains mobiles à l'étranger 34,319

(% du total d'étudiants mobiles) 0.6

Taux de mobilité vers l'étranger 0.7

Taux brut de scolarisation à l'étranger nd

Nombre total d'étudiants étrangers mobiles inscrits dans le pays d'accueil 33271

(% du total d'étudiants mobiles) 0.5

Taux de mobilité vers le pays d'accueil 0.7

Source UNESCO, 2019, <http://uis.unesco.org/fr/uis-student-flow>

Selon l'enquête Patlani 2015-2016, les premiers pays d'origine des étudiants étrangers en mobilité au Mexique sont les Etats-Unis, suivis de près par la Colombie et la France.

Mobilité entrante – pays d'origine des étudiants en mobilité 2015-2016

Pays Nb étudiants Rang Part

États-Unis 3428 1 16.87%

Colombie 1953 2 9.61%

France 1700 3 8.37%

Allemagne 1127 4 5.55%

Espagne 992 5 4.88%

Argentine 454 6 2.23%

Equateur 406 8 2.00%

Venezuela 395 7 1.94%

Brésil 334 10 1.64%

Corée du Sud 329 9 1.62%

Total 20,322

Anuies - enquête Patlani, 2015-16, http://patlani.anuies.mx/archivos/documentos/PATLANI2017_web_optimizado.pdf

- Politiques de soutien à la mobilité entrante pour les étudiants et personnels étrangers

Malgré un niveau d'insécurité encore élevé, le Mexique reste un pays attractif pour les étudiants et chercheurs internationaux du fait du bon niveau académique de ses établissements, de ses grandes villes universitaires (Monterrey, Mexico, Guadalajara, Puebla) et le coût de la scolarité (gratuite ou similaire aux frais anglo-saxons). De plus, la mobilité courte d'étudiants étrangers au Mexique est facilitée pour de nombreuses nationalités qui n'ont pas besoin de visa étudiant s'ils viennent effectuer des séjours de moins de 180 jours sur le territoire mexicain.

Pour soutenir la mobilité entrante, il existe des programmes de bourses du gouvernement mexicains et des dispositifs des établissements les plus internationalisés.

- Les programmes de bourses pour les étrangers

Afin d'attirer les meilleurs étudiants dans les Masters et Doctorats de qualité (PNPC – Programa Nacional de Posgrado de Calidad), le Conseil National pour la Science et la Technologie (CONACYT) offre des bourses d'études aux étudiants étrangers inscrits dans ces programmes[1].

La Secretaria de Relaciones Exteriores (SRE), via son Agence de coopération internationale pour le développement (AMEXCID), dispose également d'un programme de bourse d'excellence dont l'objectif est de renforcer les

collaborations académiques avec les pays partenaires. Ce programme vise à soutenir la formation des professionnels étrangers aux niveaux licence, spécialité, master, doctorat et recherche ainsi que la mobilité étudiante à tous les niveaux, pour des programmes à temps complet et en présentiel au Mexique.

- La stratégie des établissements pour augmenter leur attractivité l'internationale

Les institutions d'enseignement supérieur publiques et privées mexicaines sont de plus en plus nombreuses proposer des programmes et dispositifs attractifs dans le but d'attirer un public international. On peut citer notamment :

o les nombreux programmes d'échanges étudiants ou académiques dans le cadre des accords de coopération universitaire avec des établissements étrangers

o l'offre de cours en anglais

o l'offre de programmes courts et/ou programmes d'été qui peuvent être « créditants »[2]

o le développement d'activités extracurriculaires pour les étudiants étrangers (cours de langue, visites culturelles et touristiques, etc.)

o l'accueil de délégations internationales dans le cadre de voyages « académiques » proposant aux professeurs étrangers des visites de campus et institutionnelles, master class, etc.

[1] <https://www.conacyt.gob.mx/index.php/becas-y-posgrados/becas-para-estudiantes-extranjeros>

[2] E.g : Instituto Politécnico Nacional (IPN), Instituto Tecnológico Autónomo de México (ITAM), Tecnológico de Monterrey (TEC), Universidad Autónoma de Nuevo León, Universidad Autónoma de Guanajuato, Universidad Autónoma de Sinaloa, Universidad Autónoma de Yucatán, Universidad Autónoma del Estado de México, Universidad de Colima, Universidad de Guadalajara, Universidad de Monterrey (UEM), Universidad de Occidente, Universidad del Valle de Atemajac (UNIVA), Universidad Iberoamericana, Universidad Intercontinental, Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM), Universidad Panamericana, Universidad Popular Autónoma de México (UPAEP), Universidad Veracruzana – Liste non exhaustive

La mobilité sortante

Dans un pays qui compte plus de 4 millions d'étudiants dans le supérieur, seulement 0,8% d'entre eux effectuent une mobilité à l'étranger.

Indicateurs clés : mobilité sortante et entrante 2019

Nombre total d'étudiants mexicains mobiles à l'étranger 34,319

(% du total d'étudiants mobiles) 0.6

Taux de mobilité vers l'étranger 0.7

Taux brut de scolarisation à l'étranger nd

Nombre total d'étudiants étrangers mobiles inscrits dans le pays d'accueil 33271

(% du total d'étudiants mobiles) 0.5

Taux de mobilité vers le pays d'accueil 0.7

Source UNESCO, 2019, <http://uis.unesco.org/fr/uis-student-flow>

En 2019, les premiers pays d'accueil des étudiants mexicains en mobilité à l'étranger sont les Etats-Unis et l'Espagne, suivis par l'Allemagne, le Canada et la France qui, après avoir longtemps occupée la 3e position, passe à la 5 place.

A. Politiques de soutien aux mobilités internationales pour les étudiants et personnels mexicains à l'étranger

Les programmes de bourses du gouvernement mexicain (BGE), en soutien à la mobilité sortante

- Les programmes de bourses financés par la SEP (MEXFITEC, MEXPROTEC, formation des enseignants) permettent de former 315 ingénieurs et techniciens supérieurs et une cinquantaine de professeurs des écoles par an en France. Depuis 2020, la mobilité des enseignants en France a été suspendue en raison de la pandémie et est remplacée par un cycle de conférences virtuelles (10 en 2021), ouvertes également aux étudiants et cadres administratifs des écoles normales. Les programmes MEXFITEC et MEXPROTEC ont été maintenus avec une réduction du nombre de bourses (110 MEXFITEC et 134 MEXPROTEC en 2021).

- Les programmes de bourses du CONACYT : au-delà des quelques programmes fléchés dont il dispose avec certains pays partenaires, le CONACYT propose aux étudiants/chercheurs mexicains d'autres dispositifs pour partir étudier un master, doctorat ou post-doctorat à l'étranger tels que :

- o « Becas al extranjero – demanda libre – en áreas de la salud » : bourses de doctorat complet à l'étranger, tout pays confondu
- o 6 Appels « régionaux » pour suivre un master ou doctorat complet à l'étranger
- o « CONACYT Funed en áreas de la salud », bourse du CONACYT complétant un prêt étudiant proposé par la fondation FUNED pour suivre des études de master
- o « CONACYT Cultura », bourse pour suivre un master ou doctorat complet à l'étranger en architecture, arts visuels, danse, design, études culturelles, gestion culturelle, littérature, audiovisuel
- o « CONACYT Finba », bourse pour suivre un master ou doctorat complet à l'étranger dans le domaine des Beaux-arts.
- o « CONACYT para especialidades médicas en el extranjero”

- Autres programmes de bourses de mobilité de la SEP: au-delà des quelques programmes fléchés dont elle dispose avec certains pays partenaires, la Direction générale des relations internationales de la SEP propose un programme de bourses intitulé « Mobilité en Europe, Canada et Asie » pour effectuer un échange universitaire de 6 mois niveau licence ou master.

- Bourses de mobilité proposées directement par les établissements mexicains : ces programmes varient selon chaque établissement qui propose des bourses de vie et/ou transport et/ou assurance santé et/ou logement pour partir suivre des études à l'étranger dans le cadre de mobilité encadrée. Dans certains cas les montants des bourses sont supérieurs si l'étudiant mexicain choisit une destination non hispanophone.

B. La mobilité vers la France

Le poste compte sur un réseau de 5 espaces Campus France (rattachés au SCAC-IFAL) et qui travaillent en étroite collaboration avec un réseau de 20 antennes et relais en Alliance française ou autre institution, permettant ainsi de couvrir tout le territoire et d'être au plus proche des publics et établissements prioritaires. Les espaces Campus France s'appuie aussi sur un réseau de 73 Alumni Ambassadeurs, membres actifs du réseau France Alumni México. En 2018-2019, près de 3000 mexicains choisissaient la France chaque année pour y effectuer une mobilité d'études (+14% depuis 2010, +15% lors de la campagne 2017-18 et +1% lors de la campagne 2018-19). Après une forte baisse en 2019-20 (-42%, année de la pandémie), nous observons une reprise des mobilités avec une hausse de 19% pour 2020-21. La destination France, toujours très demandée par les étudiants mexicains est toutefois passée de la 3ème à la 5ème place des destinations des étudiants mexicains en mobilité à l'étranger, après les Etats-Unis (proximité géographique voire culturelle), l'Espagne (proximité linguistique et historique), le Canada (attractivité du marché du travail), l'Allemagne (qui offre beaucoup de bourses). Quant à la mobilité des étudiants français au Mexique, ils occupaient la 3e place en 2015-16 derrière les étudiants américains et colombiens.